



Mairie de Leudeville

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 03 DECEMBRE 2014

20 H 30 en Mairie

L'an deux mil quatorze, le 03 Décembre, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni en Mairie, en séance publique sous la présidence de M Jean Pierre LECOMTE, Maire de la commune.
Présents : M LECOMTE, Mme FAIX, M BOUSSELET, Mme CHEVOT, M PETIT DE LEUDEVILLE, Mme FAFOURNOUX, Mme ROULLEAU, M BLASCO, Mme TARTAR, M COUADE, M DUPRE, M LESIEUR

Pouvoirs : M CHARPENTIER à M LECOMTE, Mme MARCHANDISE à Mme CHEVOT, Mme PLANA à M DUPRE.

Secrétaire : Mme FAFOURNOUX.

Monsieur le Maire ouvre la séance et donne lecture de l'ordre du jour, la délibération concernant la prime d'installation est retirée.

Trois délibérations sont rajoutées : demandes de fonds parlementaires, Sénateur DASSAULT, Sénateur DELAHAYE, Sénateur PERRIN, Député POUZOL.

Dans l'ordre du tableau : Madame FAFOURNOUX est élue secrétaire de séance.

1 Approbation du conseil municipal du 10 septembre 2014 : compte rendu approuvé.

2. Délibération ; avis sur le projet de l'élaboration du Schéma Régional de Coopération Intercommunale.

Monsieur le Maire : La loi dite MAPTAM a défini un projet de restructuration territoriale des intercommunalités. Un premier projet vient d'être émis par le Préfet de la Région Ile de France sur les projets concernant chacun des départements de l'Ile de France.

Ce projet territorial est articulé en plusieurs parties :

Une partie concerne la métropole du grand Paris, qui fera environ 6.5 millions d'habitants et dans laquelle seront constituées des communautés d'agglomérations de 300.000 habitants ou plus.

Puis à la périphérie de ce grand Paris, sur un périmètre appelé « unité urbaine de Paris », seront formées des agglomérations de 200.000 habitants.

La commune de Leudeville est frontalière avec l'unité urbaine de Paris, puisque la limite passe à Brétigny.

Les intercommunalités extérieures au périmètre de l'unité urbaine de Paris, seront concernées pour constituer des intercommunalités avec un seuil minimal de 20.000 habitants. Aujourd'hui notre intercommunalité du Val d'Essonne n'est pas concernée avec cette restructuration mais reste vigilante.

Le Préfet dans le cadre de son projet, a demandé que toutes les intercommunalités et donc à toutes les communes, de se prononcer sur ce projet, même celles qui ne sont pas directement impliquées par ce projet de restructuration.

Le projet tel que présenté va amener à constituer des monstres urbains.

Pour exemple, une communauté d'agglomération proposée dans les Yvelines, montera jusqu'à 800.000 habitants. Pour celle qui nous touche le plus près, c'est-à-dire le Grand Evry, il est proposé de constituer une communauté de 532.000 habitants, qui va de Sénart jusqu'à l'ouest de la communauté de l'Arpajonnais, donc très proche de nous.

Une constitution administrative très complexe à mettre en place, occasionnera certaines difficultés pour les intercommunalités qui rentreront dans cette communauté d'agglomération.

Une opposition assez forte se dégage de toutes ces intercommunalités concernées, mais aussi pour nous, face au risque que l'on encourt de par notre situation géographique et par le devenir qui pourrait en découler. Je considère que nous ne sommes pas favorables à ce projet, et je m'exprimerai dans ce sens.-C'est sur ce point que je vous demande de vous exprimer, à savoir, êtes-vous pour ou contre le projet d'élaboration du schéma régional de coopération intercommunale, tel que défini par le Monsieur le Préfet de Région Ile de France ?

Délibération :

Considérant : La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 prévoyant l'élaboration du SRCI (**Schéma Régional de Coopération Intercommunale**)

Considérant qu'en parallèle de la création de la Métropole du Grand Paris au 01.01.2016, la loi prévoit des Communautés d'agglomération d'une population de 200 000 habitants minimum à partir des intercommunalités dont le siège se trouve actuellement dans l'unité urbaine de Paris.

Considérant également, de par les dispositions de cette loi, la nécessité d'indiquer notre position, avant même la proposition qui nous sera transmise sur le projet du schéma régional de coopération intercommunal portant en particulier, sur le département de l'Essonne,

Considérant que notre commune, en ligne droite des délibérations présentées en Conseil Communautaire de la CCVE, souhaite affirmer la possibilité d'un regroupement avec des intercommunalités situées au sud ou à l'ouest de notre territoire et situées en dehors de l'unité urbaine de Paris,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

Dans le cadre d'une concertation élargie prévue par Le Préfet de la région Ile de France la commune de Leudeville se prononce.

A 15 voix Contre le projet du Schéma Régional de Coopération Intercommunale

Pour copie conforme au registre des délibérations.

Fait à Leudeville le : 03 Décembre 2014.

3. Délibération : motion relative au projet de l'Etat de prélever 175 M€ sur le budget des agences de l'eau

Monsieur le Maire : La fonction des agences de l'eau est de lutter contre la pollution de l'eau, de protéger et de restaurer l'ensemble de nos ressources en eau.

Ces agences vivent avec les taxes qu'elles perçoivent dans le cadre des prélèvements, qui sont particulièrement élevés pour les gros consommateurs qui utilisent plus de 10.000 m³ par an. Ce sont principalement des industries.

Les agences de l'eau contribuent également à aider les syndicats de distribution, pour maintenir en état et développer le réseau. La contribution financière est particulièrement importante, lorsqu'un syndicat investi 100 €, l'agence de l'eau participe à hauteur de 40 €.

Elles ont été mises déjà à contribution l'an passé à hauteur de 210.M€, ce qui représente ce que l'on pourrait appeler « un détournement d'argent ».

L'Etat prévoit de ponctionner à nouveau cette année les agences de l'eau à hauteur de 175 M€.

Nous sommes amenés à nous prononcer sur cette motion, pour savoir si l'on soutient ou pas l'Etat dans le prélèvement d'argent fait sur les agences de l'eau, donc des syndicats et indirectement sur chaque utilisateur de l'eau.

Délibération :

Le Conseil Municipal réuni en séance réagit à l'annonce d'un prélèvement de 175 M € par an de 2015 à 2017 sur les agences de l'eau au profit du budget de l'Etat.

Si le Conseil Municipal comprend la nécessité de redresser les comptes publics de la Nation, en tant qu'acteur de terrain, il souligne les conséquences que ce projet pourrait entraîner si les budgets des Agences de l'eau, étaient effectivement « détournés » pour abonder le budget déficitaire de l'Etat.

Le Conseil Municipal observe que les Agences de l'eau ont déjà fourni en 2013 un effort de solidarité pour le budget de l'Etat par un prélèvement de 210 M€ qui avait été présenté comme « exceptionnel » et ponctionné sur leurs propres budgets.

Le Conseil Municipal se demande si un tel transfert massif des recettes des Agences de l'eau vers le budget de l'Etat ne reviendrait pas à faire, des taxes des Agences de l'eau « un impôt supplémentaire de l'Etat » ?

Le Conseil Municipal partage la règle qui fonde depuis cinquante ans la politique de l'eau en France : « l'eau paye l'eau ». Cette règle est acceptée par tous les acteurs de l'eau, car elle est équitable et efficace. Agir en sens contraire à cette règle serait remettre en cause et fragiliser tous ces acteurs qui contribuent à la pérennité, à la qualité et à la sécurité de l'eau potable en France.

Le Conseil Municipal souligne que ce prélèvement.

- . **Dérogerait à la séparation entre les comptes** des administrations publiques locales et le budget de l'Etat.
- . **Serait une très grave menace pour l'économie locale** à commencer par le secteur BTP, qui en subirait de plein fouet le contrecoup, au moment même où le gouvernement mesure les difficultés du secteur BTP et souhaite le relancer.
- . **Casserait la confiance faite par les usagers au « principe » des Agences de l'eau** et saperait par voie de conséquence le mandat qu'ils donnent à leurs représentants, pour assurer une gestion saine et participative des ambitions pour l'eau.
- . **Ferait reculer dangereusement la France dans son effort pour respecter ses engagements pris au niveau européen pour l'eau**, alors que ses rivières n'atteignent encore qu'un niveau moyen à l'échelle européenne et que la France devient multirécidiviste des condamnations ces 18 derniers mois, et un risque accru de pénalité financière.
- . **Impacterait le montant des aides / subventions de l'Agence de l'eau** accordées tant aux acteurs économiques, qu'aux collectivités locales déjà fortement impactées par la baisse des dotations de l'Etat.
- . **Condamnerait à envisager à terme une augmentation du prix de l'eau pour les usagers**, contraire aux orientations de la Ministre de l'Ecologie.

Le Conseil Municipal est mobilisé et agira pour :

- . **Apporter son soutien à l'Agence de l'eau pour faire valoir la légitimité et l'efficacité de l'affectation du produit des taxes** à la politique de l'eau.
- . **Atteindre les objectifs de la directive cadre sur l'eau** et préserver les moyens pour les atteindre, alors que l'objectif que la France s'est fixé de bon état écologique des deux tiers de ses eaux de surface de 2015 ne sera pas tenu
- . Participer à tout groupe de réflexion en vue d'empêcher les menaces de report sur le prix de la facture d'eau des ménages dues à la diminution des aides et des primes versées aux collectivités locales.

**C'est pourquoi, le Conseil municipal,
Après débat et à 15 voix contre :**

- . Demande que le projet de prélèvement sur le budget des Agences de l'eau soit supprimé parce qu'il réduirait les capacités d'intervention des Agences de l'eau et fragiliserait les missions stratégiques partenariales de l'écologie.
- . Demande une approche plus innovante de la maîtrise de la dépense publique permettant de respecter les engagements budgétaires de l'Etat et de préserver les missions des services et des Agences de l'eau du ministère de l'écologie,
- . Demande que les Agence de l'eau soient affirmées comme les agences de la « gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations », en soutien aux intercommunalités qui ont reçu cette nouvelle mission.

Pour copie conforme, fait à Leudeville le 03 Décembre 2014.

4. Délibération : Composition du Conseil Communautaire de Communes du Val d'Essonne.

Monsieur le Maire : Nous avons reçu un arrêté Préfectoral qui nous indique que l'intercommunalité du Val d'Essonne, comme de multiples autres intercommunalités, n'a pas respecté le quota du nombre de conseillers communautaires.

Dans le Val d'Essonne nous sommes 57 délégués, or nous ne devrions être que 46, au regard de la règle de proportionnalité par habitant qui est d'environ 1 conseiller pour 1 500 habitants.

Pour la première fois cette année, les conseillers communautaires ont été élus au suffrage universel. Le Préfet vient donc de prendre une décision qui sursoit à la décision du « peuple ».

Il faut toutefois savoir que des dérogations avaient été accordées lors du mandat précédent aux intercommunalités qui comprennent des « communes rurales », afin que celles-ci soient mieux représentées face aux grosses villes.

Ainsi, dans notre intercommunalité qui comprend une grosse ville, Mennecy, et pratiquement que des petites communes, il avait été prévu d'ajouter 11 conseillers en plus de la règle.

Monsieur le Préfet a pris un arrêté pour revenir à la règle stricte, soit 46 conseillers.

Ceci apporte une faveur à Mennecy qui passe de 8 conseillers à 11 conseillers. Ballancourt reste stable, ainsi que La Ferté Alais et Cerny. Dix communes perdent des conseillers dont Vert le Grand qui en perd deux, et Leudeville une.

Le Président de notre Intercommunalité et l'ensemble des Maires des 21 communes qui composent notre communauté du Val d'Essonne est défavorable à ce projet. Sur demande des Maires, le Président a rédigé un recours qui suspend cette décision d'arrêté.

Un jugement en référé au Tribunal Administratif sera pris vendredi 5 décembre. Le jugement confirmera l'arrêté, ou sinon le rejettera.

Si l'arrêté est suspensif, nous continuerons à 57 conseillers. Dans le cas contraire, nous retomberont à 46 conseillers. Cela pose question pour le prochain conseil communautaire, nous attendons la décision du Tribunal pour à quoi nous en tenir.

Si le chiffre de 46 est retenu, les Maires des communes n'ayant qu'un seul délégué seront désignés délégués communautaires. Pour les communes qui ont deux délégués, le Maire et le premier Adjoint seront désignés.

Il nous faut ce soir se prononcer à savoir : Sommes « d'accord ou pas d'accord » avec cet arrêté.

Monsieur Bousselet : Savons-nous si Mennecy votera contre ? Puisque pour eux l'arrêté est favorable.

Monsieur le Maire : par solidarité beaucoup de communes non concernées ont voté contre. Pour Mennecy nous n'avons pas connaissance de leur position.

Un projet de loi modificatif a été rédigé par deux sénateurs, M Suarez et M Richard, et a recueilli la majorité au Sénat. Il faut maintenant attendre la délibération de l'Assemblée Nationale. Si ce projet est adopté, alors nous resterons à 57 conseillers. Par contre, l'application de ce texte demandera un certain temps, compte tenu des délais d'applications d'une loi.

Délibération :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-6-1,

VU la décision du Conseil constitutionnel n°2014-405 QPC – Commune de Salbris du 20 juin 2014 déclarant contraires à la constitution les dispositions du deuxième alinéa du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT et fixant les conditions dans lesquelles la déclaration d'inconstitutionnalité prend effet,

VU le jugement n°1402287-6 du Tribunal administratif de Versailles du 3 juin 2014 annulant les opérations électorales du 23 mars 2014 en vue de la désignation des conseillers municipaux et communautaires de la commune de La Ferté-Alais, devenu définitif le 3 novembre 2014 suite à la décision en appel devant le Conseil d'Etat,

VU l'arrêté préfectoral n°2014/PREF/DRCL-808 du 7 novembre 2014 fixant le nombre et la répartition des sièges au sein du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Val d'Essonne,

CONSIDERANT que les dispositions de l'article L.5211-6-1 du CGCT permettaient l'adoption d'accords locaux entre communes membres d'une communauté de communes pour la composition du conseil communautaire,

Mairie de Leudeville – 10 Grande Rue – 91630 LEUDEVILLE – Tél : 01.69.14.81.52 Fax : 01.64.56.00.78

Mail : mairie@leudeville.fr

Consultez notre site internet : www.leudeville.fr

CONSIDERANT que la décision du Conseil constitutionnel a déclaré contraire à la Constitution le texte précité et a remis en cause la composition de l'ensemble des conseils communautaires fondé sur un accord dérogeant à la stricte représentation démographique des communes,

CONSIDERANT que par délibération en date du 2 avril 2013, le Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Val d'Essonne avait proposé le principe d'un accord local pour fixer le nombre et la répartition des sièges en tenant compte de la représentation démographique de chaque commune membre, accord fixé par arrêté préfectoral n°2013/PREF/DRCL-548 du 25 octobre 2013,

CONSIDERANT que le Conseil constitutionnel dans sa décision précitée a fixé les conditions dans lesquelles la déclaration d'inconstitutionnalité prend effet, à savoir lorsque le conseil municipal d'au moins une commune membre d'un EPCI ayant composé son conseil communautaire par accord local est partiellement ou intégralement renouvelé à la suite d'une annulation dont la décision est définitive,

CONSIDERANT que le Préfet de l'Essonne a, par l'arrêté précité, arrêté la nouvelle composition du Conseil communautaire par une répartition des sièges suivant le principe de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne,

CONSIDERANT que la délibération du Conseil communautaire du 2 avril 2013 n'a appelé aucune remarque du Préfet de l'Essonne lors de son contrôle de légalité; lequel a confirmé par un courrier en date du 15 mai 2013 l'accord local défini par cette délibération,

CONSIDERANT que l'accord local de la Communauté de Communes du Val d'Essonne était fondé sur le respect d'une part, du principe de proportionnalité par rapport à la population de chaque commune membre et d'autre part, de l'intérêt général des communes membres,

CONSIDERANT que des conseillers communautaires, élus au suffrage universel direct vont perdre leur mandat sur l'application d'un arrêté préfectoral, décision administrative au sens juridique, au mépris du suffrage exprimé,

CONSIDERANT que les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales n'envisagent pas l'obligation de recomposition intégrale du conseil communautaire à la suite de l'annulation d'une élection municipale,

CONSIDERANT que seuls deux procédés de restructuration de l'organe délibérant communautaire sont prévus par les textes: une procédure applicable l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux, et une procédure applicable entre deux renouvellements en cas de restructuration des EPCI,

CONSIDERANT qu'eu égard aux règles de compétence, aucun texte ne prévoit que le Préfet "arrête" la composition de l'organe délibérant, mais qu'il doit "constater" le nombre de siège et leur répartition,

CONSIDERANT que les communes membres ont leur mot à dire sur la composition de l'organe délibérant dont le préfet doit tenir compte; que l'article L.5211-6-1 VI donne en effet aux communes le pouvoir de modifier le nombre des membres résultant du calcul du I au V du même article,

CONSIDERANT que le Préfet ne peut par suite déterminer la composition du conseil communautaire avant que les communes n'aient délibéré sur cette question

CONSIDERANT qu'en vertu d'un principe général du droit dégagé par le Conseil d'Etat il appartient à l'administration de ne pas exécuter une décision illégale

CONSIDERANT qu'une proposition de loi adoptée le 22 octobre 2014 par le Sénat en première lecture et transmise le même jour à l'Assemblée Nationale, vise à autoriser l'accord local de représentation des communes membres d'une Communauté de Communes ou d'Agglomération,

CONSIDERANT qu'un recours de la CCVE tendant à l'annulation et à la suspension provisoire de l'arrêté préfectoral est pendant devant le Tribunal administratif de Versailles,

CONSIDERANT que pour les raisons précitées, il convient de ne pas procéder à la recomposition de l'organe délibérant de la Communauté de Communes du Val d'Essonne,

**Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé du Maire,
Après en avoir délibéré,**

DECIDE de ne pas mettre en œuvre l'arrêté préfectoral précité arrêtant la nouvelle composition de l'organe délibérant,

DECIDE de ne pas procéder à l'élection des nouveaux conseillers communautaires.

La présente délibération est adoptée par **15 voix pour**

Pour copie conforme au registre des délibérations
Fait à Leudeville le 03 Décembre 2014

5. Délibération : Transfert de charges Conservatoire de Musique et de Danse du Val d'Essonne.

Monsieur le Maire : Le CIMED situé à Ballancourt est transféré en termes de charges sur la CCVE. Celle-ci deviendra de fait propriétaire de ce conservatoire et aura à en assurer toutes les charges. Notre commune ne contribuera pas aux charges, par contre nous pourrions les subir indirectement par le fait que c'est de l'argent qui sera dépensée par la communauté de communes.

Monsieur DUPRE : Mennecy a voté contre, ayant un conservatoire ils veulent le conserver. D'autres communes qui dépendaient de Mennecy, ne voulaient pas non plus du CIMED.

Délibération :

Vu les articles L2121-1 et suivants du code général des collectivités territoriales

Vu la délibération du conseil communautaire n°7-1 du 17 décembre 2013 relative à la modification statutaire concernant la compétence conservatoire de musique et de danse du Val d'Essonne.

Vu l'article 1609 nonies C IV du code général des impôts, relatif aux modalités de calcul des transferts de charges.

Vu le rapport rendu par la commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges (CLET) lors de sa réunion du 02 octobre 2014

Considérant que la CLET a décidé de retenir pour le calcul du transfert de charges pour les communes adhérentes au Syndicat de musique et danse du Val d'Essonne (SIMED) les coûts de fonctionnement constatés sur une période de trois à cinq ans dans les comptes administratifs des communes concernées.

Considérant que les conclusions de la CLET doivent être validées à la majorité qualifiée des communes soit 2/3 des communes représentant 50 % de la population du territoire ou bien 50 % des communes représentant 2/3 de la population du territoire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré.

Approuve le rapport de la commission d'évaluation des transferts de charges du 02 octobre dernier annexé à la présente délibération.

Approuve les modifications à apporter à compter du 1^{er} janvier 2015 aux attributions de compensation des communes concernées.

Dit qu'ampliation de la présente délibération sera adressé au Président de la communauté de communes du Val d'Essonne.

La présente délibération est adoptée par **13voix pour, 2 contre**

Pour copie conforme au registre des délibérations.

Fait à Leudeville le 03 Décembre 2014.

6. Délibération : Indemnité de Conseil alloué au comptable de la commune.

Monsieur le Maire : Comme chacune des communes nous avons un Trésorier payeur, comptable de notre collectivité, qui prodigue des conseils et des services. Dans ce cadre il est de tradition d'allouer une indemnité de conseil à ce Trésorier, dont les modalités de versement sont fixées par arrêté ministériel.

Notre Trésorière actuelle amène beaucoup de services et conseils, et a un regard très rigoureux sur notre gestion.

Monsieur BOUSSELET : Lors de la commission finances de la communauté de communes, cette question était aussi à l'ordre du jour, et adoptée. Ainsi les comptables perçoivent une indemnité des communes et une autre des communautés de communes. En tant que citoyen nous payons donc deux fois.

La totalité de cette indemnité, qui se chiffre en plusieurs dizaines de milliers d'euros, est entièrement attribuée aux comptables : pas de partage avec les agents du Trésor Public qui travaillent avec eux.

En votant cette indemnité, et quelle que soit la qualité du travail rendu par le comptable, alors nous acceptons qu'elle soit versée durant toute la durée de notre mandat, donc chaque année, sauf si le comptable change.

Dans la commune de St Vrain, le vote de cette indemnité n'a recueilli que 49 % des voix. Le Maire a donc décidé de n'attribuer que 49% de l'indemnité à son comptable.

Je m'abstiendrai donc lors du vote.

Madame CHEVOT : S'abstenir, ne va-t-il pas faire que notre collectivité, soit moins bien suivie ? Cette indemnité est peut être aussi dans leur contrat, ils ont peut-être un salaire annuel peu élevé, et une part variable avec cette indemnité. Cette indemnité est-elle pour l'exercice 2014, pouvons-nous revenir dessus si nous ne sommes satisfaits ?

Monsieur DUPRE : Cette indemnité est cumulative, avec les indemnités perçues des différents syndicats. Ils nous apportent une aide précieuse par leur analyse financière, surtout au niveau de l'endettement.

Monsieur BOUSSELET : La fonction publique rémunère ses agents selon des grilles et des échelons. Les comptables ne touchent donc pas un salaire réduit parce qu'ils ont une part variable. Cette indemnité est l'équivalent d'une prime de fin d'année, mais payée par les communes et les communautés de communes, et non pas par leur employeur : l'état.

Délibération

En échange de leurs services et conseils qu'ils sont amenés à formuler à l'égard des communes, les comptables de ces collectivités peuvent prétendre à une indemnité dont les modalités d'établissement sont fixées par arrêté ministériel.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 décembre 1983, l'attribution de l'indemnité de conseil doit faire l'objet d'une délibération juridiquement valide pendant toute la durée du mandat de la collectivité délibérante ou de l'établissement.

Cette délibération doit préciser le taux de l'indemnité et les coordonnées du comptable.

En outre, une nouvelle délibération doit être prise lors de tout changement de comptable.

Le calcul de l'indemnité de conseil est établi par rapport aux dépenses nettes de fonctionnement et d'investissement des trois derniers exercices suivant l'application d'un tarif dégressif allant de 3 % pour les 7622.45 premiers € de dépenses, à 0.10 % au-delà des 609.796.07 € de dépenses.

Sur les 7 622.45 premiers euros à raison de 3 ‰

Sur les 22 867.35 euros suivants à raison de 2 ‰

Sur les 30 489.80 euros suivants à raison de 1,50 ‰

Sur les 60 679.61 euros suivants à raison de 1 ‰

Sur les 106 714.31 euros suivants à raison de 0,75 ‰

Sur les 152 449.02 euros suivants à raison de 0,50 ‰

Sur les 228 673.53 euros suivants à raison de 0,25 ‰

Sur toutes les sommes excédant 609 796.07 d'euros à raison de 0,10 ‰

Il est proposé que l'indemnité de conseil allouer au comptable de la commune, à savoir Madame Laurence COLONNEAUX, soit fixée au taux maximum.

Après en avoir délibéré la présente délibération est adoptée par : **10 voix pour, 5 abstentions**

Pour copie conforme au registre des délibérations.

Fait à Leudeville le : 03 Décembre 2014.

7. Délibération : Autorisation de prise en charge des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif

Monsieur le Maire : le mandatement des dépenses d'investissement pour l'exercice en cours, se termine le 15 Décembre, il convient de prendre une délibération pour prévoir les crédits pour des dépenses que nous aurions à faire avant le vote du prochain budget.

Délibération.

Afin de faciliter les dépenses d'investissement du 1^{er} trimestre 2015, et de pouvoir faire face à une dépense d'investissement imprévue et urgente, le Conseil Municipal peut, en vertu de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, autoriser le maire à mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget 2014.

Le montant des crédits d'investissement hors remboursement de la dette inscrit au budget primitif 2014 était de 424.758. € La limite des inscriptions anticipées possible est donc de : 106.189. €

Le Conseil Municipal, est invité à délibérer pour :

- **APPROUVER** : l'inscription de crédits préalablement au vote du budget principal 2015 pour un montant de : 106.189. €
- **AUTORISER** : Le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution, de la présente délibération.
- **DIRE** ; Que les crédits correspondants seront inscrits au budget principal 2015.

La présente délibération est adoptée par **15 VOIX POUR**

Pour copie conforme au registre des délibérations. Fait à Leudeville le 03 Décembre 2014.

8. Délibération : signature d'une convention d'échange standard avec la DGFIP

Monsieur le Maire : Dans le cadre de la mise en place de la dématérialisation en vigueur à compter de janvier 2015, nous devons signer une convention avec les services fiscaux qui a pour objet pour la commune d'accéder au site sécurisé du Trésor public, dans le cadre de cette mise en œuvre. Ce portail nommé Hélios, permet de transférer les flux mandats et recettes, ainsi que la consultation des comptes. Ce contrat est établi pour une durée de trois ans.

Délibération

Vu le code général des collectivités territoriales.

Considérant la mise en place à compter du 1^{er} janvier 2015, d'un protocole d'échange standard nommé HELIOS via le portail de la Gestion Publique

Considérant qu'il convient que ce contrat de service soit signé par les deux parties : DGFIP et Commune, ceci pour trois ans

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

Par 15 voix pour :

Approuve la convention telle qu'annexée à la présente délibération.
Charge Monsieur le Maire de signer toutes pièces en ce sens.

Pour copie conforme au registre des délibérations.
Fait à Leudeville le : 03 Décembre 2014

9. Délibération : Signature d'une convention avec la société Vitaris

Madame FAIX : Dans le cadre de la fin de convention avec l'ancienne société de télé-assistance, le Conseil Général a fait un appel d'offres au mois de mars, et la société Vitaris a été retenue.
Le matériel a été changé début septembre chez les trois Leudevillois qui sont concernés.
Le Conseil Général demande aux communes de voter pour l'application de cette convention.

Délibération

Vu le code général des collectivités territoriales.

Vu la délibération 2011-02-007 du 7 février 2011 adoptant les orientations du schéma départemental en faveur des personnes âgées 2011-2016

Vu la délibération 2011-02-0016 du 21 novembre 2011 adoptant le plan de prévention et de lutte contre les discriminations.

Vu la délibération 2012-02-2013 du 2 juillet adoptant le plan égalité entre les femmes et les hommes 2012-2014

Vu la délibération 2013-02-2004 du 25 mars 2013 adoptant les orientations du schéma départemental en faveur des personnes handicapées 2013-2018

Vu le marché 14-1356-1-01, notifié à la société VITARIS le 6 août 2014 confiant à cette société la gestion du dispositif départemental « Essonne Téléassistance ».

Considérant la volonté de la commune de Leudeville de signer une convention tripartite relative aux modalités de fonctionnement de ce dispositif départemental.

Mairie de Leudeville – 10 Grande Rue – 91630 LEUDEVILLE – Tél : 01.69.14.81.52 Fax : 01.64.56.00.78

Mail : mairie@leudeville.fr

Consultez notre site internet : www.leudeville.fr

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :
Par 15 voix pour :

Approuve la convention telle qu'annexée à la présente délibération.
 Charge Monsieur le Maire de signer toutes pièces en ce sens.

Pour copie conforme au registre des délibérations.
 Fait à Leudeville le : 03 Décembre 2014

10. Approbation du rapport d'activités de la Communauté de Communes du Val d'Essonne.

Monsieur le Maire : Le rapport d'activités de la CCVE est présenté au Conseil Municipal de chaque commune. Et nous sommes amenés à nous prononcer sur ce rapport.

Résumé succinct de ce rapport : présentation générale de la communauté de communes, différents chapitres qui présentent les compétences, les activités, En ce qui concerne les compétences obligatoires : le développement économique, l'aménagement de l'espace communautaire. Compétences optionnelles : la voirie, l'élimination et valorisation des déchets ménagers, le développement et aménagement sportif de l'espace communautaire. Compétences facultatives : Evénements culturels, développement économique d'intérêt communautaire, aménagement et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Sur les activités à proprement parler, la rétrospective des faits marquants pour 2013 :

Développement économique : opération ZAC Montvrain 2, requalification des zones d'activités économiques, maintien du commerce de proximité en val d'Essonne,

Développement touristique : principalement pour les communes du sud.

Aménagement de l'espace : Suivi du SCOT, participation de la CCVE aux grands projets GP3, l'aménagement du plateau de Vert le Grand, ou j'aurais souhaité que l'on parle également du plateau de Leudeville. Le plus important est certainement la création du service ADS (droit du sol) suite à l'abandon par l'état du service d'instruction des documents d'urbanisme. Cela se traduit cette année par l'embauche de deux personnes à la CCVE.

Actions de communication et plus fonctionnelles concernant les finances et les ressources humaines.

Quelques faits marquants sur cette année : Consolidation des lignes de bus régulières, Mobi- Val qui fonctionne relativement bien, la collecte et la valorisation des déchets ménagers, dans le cadre de la redevance incitative sur les ordures ménagères, nette amélioration sur la qualité du tri. Décision de mettre en place la vidéo protection qui devrait démarrer.

Délibération

Considérant : l'obligation faite à la Communauté de Communes du Val d'Essonne d'adresser chaque année, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement.

Considérant : que ce rapport doit faire l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale sont entendus,

Considérant : que ce rapport est un document de référence permettant d'avoir une représentation complète de l'activité de la Communauté de Communes du Val d'Essonne durant l'année précédente.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu le Maire, après en avoir délibéré par 15 voix pour

Prend acte du rapport d'activités 2013 de la Communauté de communes du Val d'Essonne

Pour copie conforme au registre des délibérations. Fait à Leudeville le 03 Décembre 2014

Mairie de Leudeville – 10 Grande Rue – 91630 LEUDEVILLE – Tél : 01.69.14.81.52 Fax : 01.64.56.00.78

Mail : mairie@leudeville.fr

Consultez notre site internet : www.leudeville.fr

11. Approbation du rapport annuel du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Région Hurepoix, sur le prix et la qualité du service d'eau potable

Monsieur le Maire : Bilan fait sur l'ensemble de leurs activités, ainsi que le bilan financier. Quelques faits marquants à retenir : Production de près de 6 Mm³ d'eau, on vend 600.000 m³ d'eau et on en achète 210 000 m³. Sur le plan environnemental il reste des efforts à faire : Rendement de 77 %, encore trop de fuites, des détournements d'eau, l'utilisation frauduleuse ou malveillante des bornes incendies. Nous avons environ 600 km de canalisations, qui sont en mauvais état, d'où le nombre important de fuites. Un programme de réhabilitation est mis en place sur 100 ans. A Leudeville il a été inspecté 200 m de canalisations et détecté zéro fuite en 2013.

Monsieur DUPRE : il faut savoir qu'il existe une partie intercommunale et une partie communale, eau potable et assainissement qu'il est difficile de différencier. Nous ne sommes toujours pas en possession des plans des réseaux pour les différencier. Refaire la demande à Véolia

Monsieur le Maire : Tous les réseaux en plomb sur Leudeville ont été changés. Il faut tout de même savoir qu'il y a un déficit de 500.000 Euro en 2013, dette qui sera prise en charge par le concessionnaire.

Délibération :

Conformément aux lois N° 95.101 et 95.127 des 2 et 8 février 1995 et au décret n° 95.635 du 6 mai 1995, le présent rapport, soumis à l'Assemblée Générale du Syndicat Intercommunal des Eaux entre Renarde et Ecole en date du 24 septembre 2014, présente la situation du service public de production et de distribution de l'eau potable, sur les plans techniques, sanitaire et financier pour l'exercice 2013.

Considérant : que ce rapport doit être approuvé par chaque commune membre du syndicat

Le Conseil Municipal, après avoir entendu le Maire, après en avoir délibéré **par 15 voix pour**

Prend acte du rapport annuel du syndicat des eaux sur le prix et la qualité du service public d'eau potable.

Pour copie conforme au registre des délibérations.

12. Sollicitation de subvention dans le cadre de la mise à disposition de fonds parlementaire.

Monsieur le Maire : Nous allons solliciter un certain nombre de subventions sur les fonds parlementaire de nos élus, sénateurs ou députés

Considérant la mise à disposition de fonds parlementaire pour aider les communes pour le financement de leurs investissements.

Considérant le projet de restructuration de l'accueil de la Mairie dans le cadre des PMR, pour un montant prévisionnel de 13.000.00 €

Après avoir entendu Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal sollicite un financement le plus fort possible auprès de Monsieur le Député Michel POUZOL, pour l'aide à la réalisation de la restructuration de l'accueil de la Mairie

Autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces en ce sens.

La présente délibération est adoptée par **15 voix pour**

13: Sollicitation de subvention dans le cadre de la mise à disposition de fonds parlementaire.

Considérant la mise à disposition de fonds parlementaire pour aider les communes pour le financement de leurs investissements.

Considérant le projet de rénovation des vitraux de l'Eglise pour un montant estimatif de :
14.210.00 €

Après avoir entendu Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal sollicite un financement le plus fort possible auprès de Monsieur le Sénateur Cedric PERRIN, pour l'aide à la réalisation de la rénovation des vitraux de l'Eglise

Autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces en ce sens.

La présente délibération est adoptée par **15 voix pour**.

14. Sollicitation de subvention dans le cadre de la mise à disposition de fonds parlementaire.

Considérant la mise à disposition de fonds parlementaire pour aider les communes pour le financement de leurs investissements.

Considérant le projet d'information municipale par panneau électronique pour un montant prévisionnel de
10.000 €

Après avoir entendu Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal sollicite un financement le plus fort possible auprès de Monsieur le Sénateur Vincent DELAHAYE, pour l'aide à la réalisation du projet d'information municipale par panneau électronique

Autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces en ce sens.

La présente délibération est adoptée par **15 voix pour**

15. Sollicitation de subvention dans le cadre de la mise à disposition de fonds parlementaire.

Considérant la mise à disposition de fonds parlementaire pour aider les communes pour le financement de leurs investissements.

Considérant le projet de restructuration des installations du stade à destination des associations et des écoles, par l'installation d'un nouvel équipement pour un montant de 110.000 €

Après avoir entendu Monsieur le Maire,

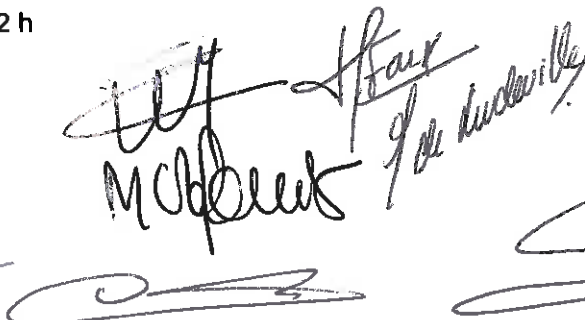
Le Conseil Municipal sollicite un financement le plus fort possible auprès de Monsieur le Sénateur Serge DASSAULT, pour l'aide à la réalisation de la restructuration des installations du stade à destinations des associations et des écoles.

Autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces en ce sens.

La présente délibération est adoptée par **15 voix pour**.

Fin de séance à 22 h

Le Secrétaire



Le Maire

